

ASSEMBLÉE NATIONALE

10 juin 2011

**DÉVELOPPEMENT DE L'ALTERNANCE ET
SÉCURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS - (n° 3519)**

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 81

présenté par

M. Rousset, M. Gille, M. Queyranne, Mme Iborra, M. Vauzelle,
M. Marsac, M. Issindou, M. Juanico, M. Liebgott, M. Mallot, Mme Oget,
M. Vidalies
et les membres du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche

ARTICLE ADDITIONNEL**AVANT L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant :**

Conformément aux lois de décentralisation, la responsabilité du conseil régional dans la mise en œuvre des politiques d'apprentissage sur le territoire national est clairement réaffirmée.

A ce titre, le conseil régional prend toutes les mesures appropriées pour faciliter la mise en relation entre les employeurs et les apprentis, en fonction des orientations définies par le contrat de plan régional de développement des formations et le contrat d'objectifs et de moyens visant au développement de l'apprentissage.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il convient de réaffirmer le rôle et les compétences des régions en matière d'apprentissage qui sont fixés par la loi.

D'après l'article L214-12 du code de l'éducation, il revient à la « Région de définir et mettre en œuvre la politique régionale d'apprentissage et de formation professionnelle des jeunes et des adultes à la recherche d'un emploi ou d'une nouvelle orientation professionnelle. »

Cet amendement vise à rappeler que la politique d'apprentissage relève bien des compétences de la Région.

A cet effet et pour maintenir la cohérence des politiques menées en la matière, il conviendrait que le Gouvernement n'engage de modifications législatives qu'en étroite concertation avec les Régions.